

**Point de presse de la porte-parole -
Angola/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian -
Zimbabwe/Entretien de M.
Jean-Baptiste Lemoyne avec le
ministre des finances et de la
planification économique de la
République du Zimbabwe, M.
Patrick Chinamasa - Syrie - RDC
(Paris, 28 février 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Angola - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (1er mars 2018)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, se rendra en Angola le 1er mars. Cette visite vient concrétiser la volonté de la France et de l'Angola de renforcer leur partenariat dans tous les domaines et d'entretenir une concertation étroite sur les enjeux de sécurité régionale, notamment la situation en République démocratique du Congo et en République centrafricaine.

Le ministre s'en entretiendra avec le président, M. Joao Lourenço, et avec son homologue M. Manuel Augusto. Des accords seront signés dans les domaines de l'agriculture, des services aériens et du tourisme, ainsi qu'une convention de financement pour l'étude de futurs projets de l'Agence française de développement, qui a repris ses activités en Angola en juillet 2017. Le ministre aura un échange avec des chefs d'entreprises français présents en Angola et rencontrera la communauté française au Lycée français de Luanda.

2 - Zimbabwe - Entretien de M. Jean-Baptiste Lemoyne avec le ministre des finances et de la planification économique de la République du Zimbabwe, M. Patrick Chinamasa (1er mars 2018)

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Baptiste Lemoyne, recevra demain le ministre des finances et de la planification économique de la République du Zimbabwe, M. Patrick Chinamasa, en sa qualité d'envoyé spécial du président, M. Emmerson Mnangagwa.

Consciente des attentes suscitées par la transition politique au Zimbabwe, la France, avec ses partenaires européens, a noté avec satisfaction les engagements pris par le président

Mnangagwa concernant notamment la tenue d'élections générales à l'été 2018, libres, pacifiques et transparentes, le respect des droits de l'Homme et le programme de réformes économiques.

Cette rencontre permettra de faire un point sur la situation politique et économique au Zimbabwe et les perspectives qui pourront s'ouvrir après cette étape électorale.

3 - Syrie

Q - Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a accusé ce matin les groupes rebelles dans la Ghouta orientale de bloquer l'acheminement d'aide humanitaire et l'évacuation de civils qui veulent partir. Quelle est votre réaction ?

R - Toutes les parties concernées doivent pleinement mettre en oeuvre les dispositions de la résolution 2401 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui exigent la mise en place d'une trêve permanente d'au moins 30 jours. Cette trêve est absolument nécessaire pour permettre aux acteurs humanitaires d'acheminer l'aide et d'évacuer les blessés et les malades en toute sécurité.

Les groupes armés présents dans la Ghouta orientale se sont engagés auprès du Conseil de sécurité des Nations unies à respecter la résolution 2401 et à accepter la trêve. Le régime de Bachar al-Assad ne s'est, en revanche, pas engagé en ce sens. Les résolutions du Conseil de sécurité s'imposent pourtant à lui.

Nous demandons par conséquent aux soutiens du régime syrien d'exercer une pression maximale sur celui-ci pour qu'il mette en oeuvre ses obligations.

4 - RDC

Q - Survie, l'ACAT et d'autres organisations en ont appelé au président Macron lui demandant de mettre un terme à la coopération avec les services de sécurité congolais.

Quel est l'état de la coopération entre la France et la RDC, avec l'armée, la police congolaises ou l'ANR ? Est-ce que la France autorise encore des livraisons d'armes létales ou non létales à la RDC ?

R - La France est très attentive à la situation en RDC, et réitère son appel à la tenue effective des élections conformément au calendrier électoral publié le 5 novembre 2017, dans le respect de la constitution congolaise et de l'esprit de consensus qui avait prévalu lors de la signature de l'accord politique du 31 décembre 2016.

S'agissant en particulier de la situation des droits de l'Homme, la France a exprimé à plusieurs

reprises sa préoccupation dans ce domaine, en condamnant les violences commises par les forces de sécurité, en appelant les autorités congolaises à faire toute la lumière sur ces violences et à faire un usage proportionné de la force dans le cadre du maintien de l'ordre.

La coopération de sécurité et de défense conduite par la France en RDC a connu une diminution ces dernières années et a été adaptée au regard de l'évolution de la situation intérieure. Elle a été réorientée vers l'aide à la formation des cadres de l'armée congolaise, en dehors de toute activité opérationnelle. Dans le domaine de la sécurité intérieure, aucun coopérant français n'intervient dans des activités liées, de près ou de loin, au maintien de l'ordre.

La France exerce un contrôle rigoureux sur les exportations d'armement. Les autorisations de licence sont délivrées sous la responsabilité du Premier ministre après avis de la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG). La délivrance des autorisations se fait dans le strict respect des obligations internationales de la France.

En ce qui concerne la RDC, la France applique les mesures restrictives sur le commerce des armes définies par le Conseil de sécurité des Nations unies et l'Union européenne. Pour toutes les exportations de matériels de guerre qui n'entreraient pas dans le champ de ces mesures, la France adopte une approche restrictive, en tenant compte des critères définis par la position commune de l'UE et les dispositions du traité sur le commerce des armes. La France n'a pas autorisé depuis novembre 2016 d'exportation de matériel de guerre, létal ou non létal, à destination de la RDC./.